

A LUGRIN

Français et Algériens de nouveau face à face

par Gilles Martinet

LORSQUE le général de Gaulle a prononcé, le 12 juillet, son discours « somnambulique », peu de gens s'attendaient à une prochaine reprise de la négociation franco-algérienne. Michel Debré expliquait le lendemain, à quelques journalistes qu'il avait réunis, que le Gouvernement français avait formulé, en vue de cette reprise, un certain nombre d'exigences de procédure et qu'il y avait bien peu de chances pour que le F.L.N. les accepte.

Et cependant, le 17 juillet, le Gouvernement français et le G.P.R.A. annonçaient qu'une deuxième phase des pourparlers allait s'ouvrir le 20. Que s'est-il passé entre temps ? Le F.L.N. a-t-il accepté les exigences de procédure françaises ? Il ne semble pas. S'est-il déclaré prêt à faire de nouvelles propositions ? C'est probable, mais ce n'est pas l'essentiel car le F.L.N. avait déjà donné des assurances à ce propos.

Non, l'essentiel c'est le fait qu'en dépit de toutes ses grandes déclarations, de Gaulle se trouve maintenant dans une véritable impasse.

Pour impressionner le F.L.N. et l'amener à composition, il comptait sur deux cartes essentielles : 1) la menace du partage et du « chaos » au cas où les formules gaullistes d'association ne seraient pas acceptées ; 2) la volonté des Etats riverains du Sahara (Maroc,

Tunisie, Mali, Mauritanie, Tchad et Niger) de prendre leur part du gâteau.

Or, les effets produits par le chantage au partage sont, pour l'instant, assez minces : personne ne croit que de Gaulle pourra opérer ce partage à moins d'un accord du F.L.N. (qu'il n'aura pas) ou d'une intervention internationale (qu'il ne sollicitera pas).

Quant à l'huile jetée sur le feu des rivalités africaines, elle a allumé un incendie assez inattendu. Tandis que Marocains et Algériens s'entendaient pour reconnaître qu'il y aurait des rectifications de frontières à opérer, les Tunisiens se lançaient dans la double opération de Bizerte (qui vise la France) et de la « borne 233 » (qui vise, en fait, les Algériens). Cette opération a surpris de la part de ce maître tacticien qu'est le Président Bourguiba. La vérité est qu'il s'agit de la « fuite en avant » d'un homme qui se trouvait gêné d'avoir si longtemps fait pression sur le F.L.N. pour d'aussi décevants résultats. De Gaulle aura en tout cas conduit celui des chefs d'Etats africains qui lui était le plus favorable à se retourner contre lui ! C'est dans ces conditions que fut décidée, de guerre lasse, la reprise des pourparlers. Ceux-ci vont-ils aboutir ? Rien n'est malheureusement moins sûr, les positions françaises et algériennes n'ayant pas fondamentalement changé.